

## Nouvelles approches de l'adaptation au changement climatique. L'apport des sciences de l'environnement américaines aux sciences sociales françaises

L'école thématique Nouvelles approches de l'adaptation au changement climatique. L'apport des sciences de l'environnement américaines aux sciences sociales françaises a été organisée dans le cadre de la cinquième édition des Journées des Jeunes Américanistes. Elle a reçu le soutien de l'InSHS du CNRS.

L'objectif principal de cette école thématique était d'explorer la façon dont les sciences sociales peuvent répondre au défi à la fois intellectuel et politique représenté par les nouvelles exigences de "l'adaptation au changement climatique". L'idée était de passer en revue les principaux apports des sciences de l'environnement dans les Amériques, du nord comme du sud, depuis une vingtaine d'années, et d'en analyser la dimension heuristique pour les sciences sociales, françaises en particulier. Les effets du changement climatique concernent en effet de nouveaux et nombreux domaines de recherche, qui s'intéressent aussi bien à la description même du changement qu'à ses conséquences socio-économiques. Face à l'explosion ainsi qu'à la fragmentation de ces approches, il était non seulement important de dresser un panorama d'ensemble, mais aussi de renforcer les connexions entre les espaces de recherche autour de défis communs, d'un côté et de l'autre de l'Atlantique.

Organisées sur trois jours, ces journées étaient structurées autour de quatre ateliers divisés en sept modules thématiques. Les trois premiers ateliers ont permis d'aborder trois grands axes des études environnementales, mobilisant différentes disciplines, temporalités et aires géographiques :

- ▶ Comprendre les changements climatiques pour s'y adapter ;
- ▶ Les conflits environnementaux dans les Amériques ;
- ▶ Justice environnementale et gestion des risques urbains.

Le dernier atelier a rassemblé deux modules, le premier méthodologique et le second abordant la gestion de projet de recherche, permettant de conclure l'école autour d'autres défis de la recherche en sciences sociales, que se soit le travail interdisciplinaire ou la recherche de financement.

### Comprendre les changements climatiques pour s'y adapter

Gabriela Muñoz Meléndez (COLEF) a présenté les recherches réalisées par le COLEF au Mexique sur le thème « S'adapter ou la nécessité de ranger la maison ». L'objectif, double, était de quantifier les effets du changement climatique et de proposer des mesures d'adaptation et de réduction des impacts pour la prise de décision. Ces recherches illustrent l'ampleur des efforts en cours ainsi que la complexité du sujet et mettent en évidence l'existence de problèmes structurels. Elles questionnent l'adéquation entre les politiques d'adaptation face au changement climatique et les politiques de développement économiques (accords commerciaux, etc.) qui généralement se contredisent. Face à ces défis, plusieurs nouvelles lignes de recherches se dessinent, dépassant les phéno-



mènes physiques et leurs impacts (sociaux), en particulier les modalités de gouvernance (fragmentation territoriale, cadre légal et politiques publiques), les politiques de développement économique (contradictoire avec la réduction des émissions de gaz à effets de serre ou avec les mesures d'adaptation, et qui trouvent aussi dans le changement climatique un nouveau marché), ou encore les discours et injonctions et leurs incidences.

Pour sa part, Franck Poupeau (UMI iGLOBES) a proposé de réfléchir aux concepts diffusés de façon « officielles » (voir « dogmatiques ») par les experts du changement climatique, tels que les notions de « scénarios », d'« adaptation », de « transition » ou de « résilience ». Il a questionné les échelles d'analyse et la validité des travaux menés à l'échelle locale pour comprendre des situations définitivement globales, en référence au slogan de l'écologie politique « penser global, agir local ». Il a ensuite interrogé les catégories d'analyse imposées par les experts du changement climatique, majoritairement en provenance des sciences naturelles et souligné les défis posés par les problématiques environnementales, les incertitudes et la complexité des systèmes socio-techniques. Ce nouveau contexte réintroduit les grands débats autour de la « tragédie des communs » sur l'inéluctable absence de protection des ressources communes (Hardin<sup>1</sup>), ou au contraire sur la nécessité d'une gestion des communs (Orstom<sup>2</sup>) qui promeut l'auto-organisation au ni-

1. Hardin G., 1968, *The Tragedy of the Commons*, Science, New Series, Vol. 162, No. 3859 (Dec. 13, 1968), pp. 1243-1248.

2. Ostrom E., 1990, *Governing the commons: the evolution of institutions for collective action*, New York, Cambridge University Press.



Les Jeunes américanistes à la frontière étatsunienne dans Tijuana (CEMCA, 2014)

veau local. Jusqu'à quel point le local peut-il être alors présenté comme une solution à un problème global ? Et dans quelle mesure ces approches focalisées sur le local peuvent aussi occulter des dimensions politiques de domination ? Ce positionnement ouvre des perspectives fondamentales et critiques pour les sciences sociales. Il permet de dépasser les analyses focalisées sur la mesure des phénomènes physiques et de leurs effets, et les approches encadrées par une définition « officielle » des problèmes.

## Les conflits environnementaux dans les Amériques

Murielle Coeurdray (UMI iGLOBES) a introduit le thème des conflits environnementaux dans le contexte plus large de l'histoire de la sociologie de l'Ouest Américain, objet d'étude qu'elle partage avec Franck Poupeau, dans le cadre des projets SWAN et BLUEGRASS portés par l'UMI<sup>3</sup>. Elle rappelle que l'occupation du désert s'est faite au moyen de lutte contre l'environnement, suivant un modèle de domination hydraulique de grandes infrastructures pour dépasser les contraintes naturelles. Ce modèle de développement, à l'origine de grands conflits environnementaux, illustre l'absence de rationalité scientifique des choix de développement, révélant plutôt la puissance des logiques politiques et les relations stratégiques entre les agences fédérales et l'agrobusiness. A l'heure actuelle, bien qu'on observe une transition depuis les grands projets d'infrastructures technocratiques vers des interventions locales et participatives de moindre taille, les nouvelles formes de gestion apparaissent de plus en plus complexes et non exemptes de conflits. Les analyses multi niveaux deviennent indispensables pour comprendre ces évolutions et les processus actuels. Un des objectifs du projet BLUEGRASS est d'étudier les conflits urbains de l'eau dans les villes de six pays du continent américain (Brésil, Etats-Unis,

Mexique, Colombie, Bolivie et Pérou) et l'internationalisation des politiques environnementales. A partir des luttes locales de l'eau, il propose d'analyser les modalités d'appropriation des nouveaux défis en relation aux changements climatiques, et d'étudier comment celles-ci influent sur la gestion de l'eau. L'école thématique a été l'opportunité de partager les travaux initiés à Mexico (Amael Marchand, LATTS, CEMCA ; Jade Latargère, CITERES, CEMCA), Bogota (Camillo Guerrero, Paris 3, IHEAL, CREDA) et Lima (Jérémy Robert, IFEA, PUCP) et de discuter des défis méthodologiques pour la production de connaissances au-delà de la juxtaposition de monographies et d'études de cas.

Les conflits locaux révèlent des thèmes transversaux parmi lesquels on peut mentionner les stratégies de gestion (modèle de grandes infrastructures vs gestion décentralisée

et/ou participative), les relations de pouvoirs, la marginalité des actions locales face aux décisions centrales, la relation entre les groupes sociaux, la prise en compte des ressources en eau dans l'aménagement du territoire et vice versa, les problèmes liés aux activités polluantes en même temps sources d'emplois, ou encore les défis aussi bien techniques que politiques pour approvisionner en eau les grandes métropoles.

A travers ces différents cas, le but est d'interroger les nouvelles formes de mobilisations impulsées (ou renouvelées) par le changement climatique (et la pression médiatique qui l'accompagne). Ce dernier se présente aussi bien comme un problème objectif que comme une opportunité d'accéder à un nouvel espace politique et d'influencer les politiques publiques. Les défis sont également méthodologiques, pour le développement de recherches interdisciplinaires capables d'intégrer des travaux socio-historiques, des analyses de trajectoires d'agents avec une approche territoriale et à différentes échelles.

Avec sa conférence sur « Les sites archéologiques, témoins des changements environnementaux au cours du temps », Grégory Pereira (ArchAm) a permis de prendre un peu de distance par rapport aux événements actuels. Comme il l'a rappelé, malgré l'impossibilité qu'il a d'interviewer, l'archéologue connaît la fin de l'histoire. En s'appuyant en grande majorité sur des cas mexicains, il a souligné l'importance des temporalités et de la multi-factorialité pour expliquer les évolutions des sociétés. Dépassant le déterminisme géographique (ou climatique) qui tend à donner un poids exagéré aux changements environnementaux et aux catastrophes naturelles, il montre le rôle fondamental que jouent les différentes formes d'exploitation des ressources et de modèles de développement socio-économique. C'est d'une certaine façon un appel à la prudence au moment de tirer des conclusions sur les crises actuelles, souli-

3. Le projet BLUEGRASS est un programme de recherche de l'Agence Nationale de la Recherche française (ANR 2014-2016) coordonné par l'UMI iGLOBES (CNRS/Université d'Arizona), en collaboration avec le CIRAD (Centre international de recherche sur l'agriculture et le développement, France), le CEMCA (Centre d'études mexicaines et centre-américaines, Mexique, UMI-FRE 16, CNRS/MAEE), l'IFEA (Institut Français d'Etudes Andines, Pérou UMI-FRE 17, CNRS/MAEE) et l'Université de Sao Paulo (Brésil)

gnant l'importance de replacer les événements dans des processus à plus long terme (et même s'ils connaissent une accélération dans le monde contemporain). De nouveaux défis émergent donc, à l'image des impacts du changement climatique sur le patrimoine, source non seulement de menaces dans la continuité de l'histoire des catastrophes d'origine naturelle, mais aussi d'opportunités, par exemple lorsqu'une déglaciation permet d'accéder à des vestiges inédits d'anciennes sociétés.

## Justice environnementale et gestion des risques urbains

Les risques et les catastrophes sont une des grandes problématiques environnementales. Elles connaissent un nouvel essor dans les discours sur le changement climatique qui insistent sur l'augmentation des événements extrêmes. Sébastien Hardy (IRD) a présenté les apports du programme PACIVUR (Programme andin de recherche et de formation sur les risques et les vulnérabilités en milieu urbain) développé par l'IRD en Bolivie, Equateur et Pérou depuis 2006. Les recherches réalisées partent non seulement de la reconnaissance de l'impossibilité d'éliminer les risques (« on n'empêche pas la pluie de tomber »), mais aussi des limites de l'« assistancialisme ». Elles insistent sur les relations entre les risques d'origine naturelle ou anthropique et les problèmes sociaux, de développement et de gouvernance, en proposant des méthodes et des approches conceptuelles originales. Loin de se restreindre à l'étude des phénomènes physiques, elles ouvrent d'importantes pistes sur la question urbaine et la justice socio-spatiale et environnementale.

## Méthodologies et gestion des projets de recherche

Paul Pasquali (UMI IGlobes) a proposé une réflexion méthodologique qui s'est avérée essentielle dans ces rencontres de jeunes chercheurs sociologues, anthropologues, géographes, politologues, économistes, juristes ou archéologues. A partir d'une réflexion sur « la complémentarité des méthodes : croiser ethnographie et socio-histoire », il a insisté sur les outils méthodologiques (l'observation, les tâches empiriques, les archives et autres sources), les défis théoriques (comment monter en généralité, sans dire des généralités ?) et épistémologiques (l'articulation locale-nationale-globale est-elle suffisante pour énoncer des lois sociologiques ?). Ces discussions ont été l'occasion de rappeler aussi bien les spécificités de chaque discipline que les points communs et la complémentarité des approches. Elles ont permis d'interroger le positionnement du chercheur, dans sa discipline et dans son contexte géographique et culturel, et de proposer des outils méthodologiques et conceptuels, non pas avec l'objectif de répéter les schémas de domination nord/sud, mais bien de produire de la connaissance critique.

Delphine Mercier (CEMCA) a conclu l'école sur le thème de la « gestion et du "management" de projet de recherche ». Nouvelle modalité de travail, la recherche par projet est aujourd'hui une façon de faire inéluctable : la recherche de financements et la gestion de projets sont devenues des tâches classiques des chercheurs. C'est ce type d'exercice qui a permis l'organisation de cette école. Cela n'a pas toujours été ainsi. C'est ce qu'elle a rappelé en revenant sur la genèse du concept de projet qui naît dans l'industrie de la construction et dans l'industrie militaire. Avec l'objectif de diminuer la quantité de contrôleurs, l'évaluation individuelle a été abandonnée au profit d'une évaluation par objectifs au moyen d'indicateurs et de cahiers des charges. Cette logique de fonction-

Organisée dans le cadre de la cinquième édition des *Journées des Jeunes Américanistes*, cette école thématique a eu lieu à Tijuana (Mexique) du 2 au 4 juillet 2014. Elle est proposée par l'unité mixte internationale iGLOBES (Interdisciplinary and Global Environmental Studies, UMIR3157, CNRS / University of Arizona), avec la collaboration du CEMCA (Centre d'études mexicaines et centroaméricaines) et de l'IFEA (Institut français d'études andines) — les deux composantes de l'unité Amérique latine (USR3337, CNRS / Ministère des affaires étrangères) —, du Collège Franco-Mexicain en Sciences sociales, de l'Institut français d'Amérique centrale et de l'Institut des Amériques. Le CEMCA a fourni l'appui administratif et logistique pour l'organisation de ces journées. Le Colegio de La Frontera Norte (COLEF) a mis à disposition ses installations à Tijuana, dans un lieu qui symbolise au plus haut point la volonté de développer une recherche qui transcende les frontières, entre pays et entre disciplines.

L'école thématique a rassemblé des chercheurs du CNRS, de l'Université d'Arizona, du CEMCA et de l'IFEA, ainsi que 25 étudiants provenant de 10 pays : Mexique (15), France (5), Argentine (3), Etats-Unis (3), Guatemala (2), Salvador (2), Bolivie (2), Colombie (1), Nicaragua (1) et Pérou (1). Elle a été organisée en sessions méthodologiques dirigées à chaque fois par un chercheur senior, qui a ensuite mené les débats avec les autres participants.

nement se diffuse ensuite dans le monde des services (de pair avec la normalisation et la standardisation) et cadre aujourd'hui les projets de recherche.

En plus des éléments essentiels qui doivent composer un bon projet, parmi lesquels une définition pertinente des modes opératoires (pour définir la faisabilité et coordonner une grande quantité d'activités et de personnes), certains aspects moins évidents ont été soulignés comme le temps de travail du personnel ou la diffusion. En conclusion, s'est posée la question de la compatibilité de l'exécution de projets suivant des modes opératoires (répondre à un appel et annoncer des résultats) et le maintien d'une certaine autonomie de la recherche. Dans le contexte actuel marqué par la restriction des financements ou une certaine rigidité des appels pour les obtenir (comme c'est le cas à propos du changement climatique), il devient nécessaire de viser une double production : répondre aux sollicitudes tout en continuant à construire de nouvelles connaissances et à proposer de nouvelles pistes de réflexion.

L'espace de liberté laissé par cette école thématique a permis de mener des discussions approfondies sur des thématiques environnementales généralement traitées dans l'urgence par une recherche appliquée contrainte autant par le temps que par ses financements. Il a permis d'explorer l'apport possible des sciences sociales à l'écologie politique, sans qu'elles se cantonnent à un rôle d'expertise — en perception de l'environnement, en ingénierie des réseaux ou en modélisation des décisions politiques. Le fait de réunir 35 personnes issues de (presque) toutes les Amériques a surtout permis de multiplier les points de vue et de travailler à développer des perspectives communes.

### contact&info

► Franck Poupeau, iGLOBES  
franckpoupeau@email.arizona.edu  
Delphine Mercier, CEMCA  
delphine.mercier@cemca.org.mx  
Jérémy Robert, IFEA / PUCP,  
jrobert@pucp.pe